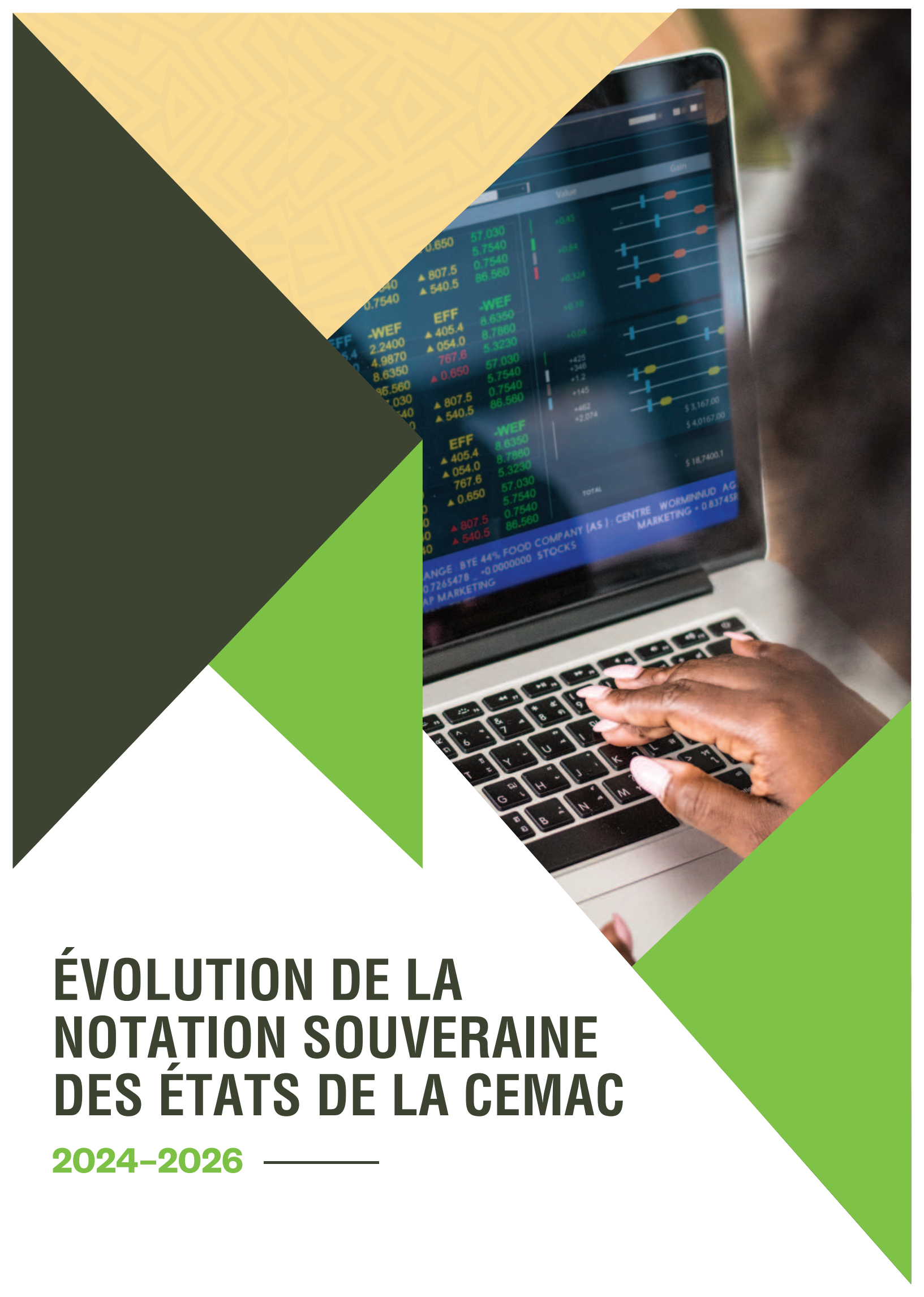




ÉVOLUTION DE LA NOTATION SOUVERAINE DES ÉTATS DE LA CEMAC

2024–2026 —————

AVIS JURIDIQUE ET ÉDITORIAL

Ce rapport repose exclusivement sur des données publiques disponibles (rapports d'agences de notation, publications du FMI, de la BEAC, de la BAD, communiqués officiels et statistiques nationales). Il ne constitue en aucun cas un avis de crédit, une recommandation d'investissement, ni une opinion émise au nom d'une agence de notation ou institution financière.

Les informations présentées visent uniquement à informer les lecteurs sur l'évolution des notations souveraines dans la zone CEMAC sur la période 2024–2026, à des fins de compréhension pédagogique et analytique.

La diffusion de ce document est confidentielle et réservée aux destinataires autorisés. Toute reproduction, même partielle, nécessite une autorisation préalable. Les lecteurs cibles incluent les décideurs institutionnels, les partenaires financiers, les analystes et toute personne intéressée par les enjeux économiques de la zone CEMAC.



1. INTRODUCTION

La notation souveraine indique aux investisseurs, aux banques et aux partenaires financiers si un État est capable de rembourser ses dettes. Une bonne note signifie qu'un pays peut emprunter à moindre coût sur les marchés internationaux. Une mauvaise note, au contraire, renchérit le coût de l'emprunt, voire ferme l'accès aux financements.

Pour les six États membres de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) qui sont Cameroun, Gabon, Congo-Brazzaville, Tchad, Guinée Équatoriale et République Centrafricaine, la période 2024–2026 a été marquée par des profils en cours de consolidation, à des rythmes variables. Certains pays ont amélioré leur profil financier grâce à des réformes courageuses, d'autres ont vu leur situation se stabiliser en raison des efforts engagés sur la gestion de la trésorerie, l'appui des partenaires internationaux et la recherche d'une plus grande diversification de l'économie. »

Ce rapport analyse, pays par pays, ces évolutions avec des données factuelles tirées des sources officielles. Il se clôt par une lecture transversale de la région CEMAC dans son ensemble.



AGENCES DE NOTATIONS

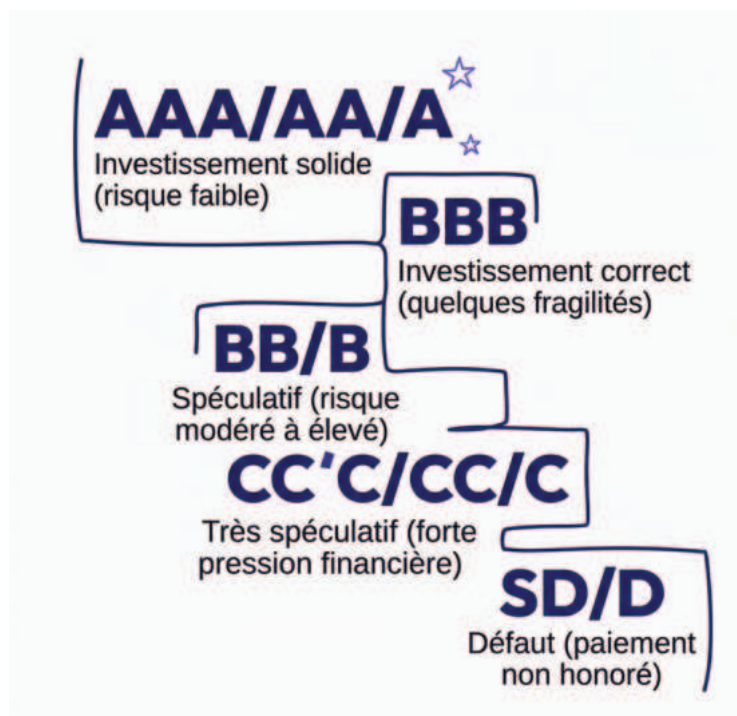
Les agences de notation évaluent la capacité d'un pays à rembourser ses dettes. Plus la note est haute, plus le pays est considéré comme fiable.

Ci-dessous une présentation des principales agences de notation dont les analyses sont mobilisées dans ce rapport :

Fitch Ratings

Fitch Ratings, fondée en 1913, est l'une des principales

agences de notation financière au monde. Elle évalue la capacité des entreprises, États, institutions financières à honorer leurs engagements financiers. Fitch est reconnue pour son approche analytique rigoureuse et pour ses échelles de notation allant de **AAA (qualité maximale)** à **D (défaut)**, permettant aux investisseurs d'apprécier le niveau de risque lié à un émetteur ou un instrument financier.



Standard & Poor's (S&P)

« Standard & Poor's est une agence de notation fondée en 1860, aujourd'hui intégrée au groupe S&P Global. Elle publie des notations de crédit sur les États, entreprises et institutions financières, s'appuyant sur une méthodologie reconnue mondialement. Ses notations, de AAA à D, influencent directement les coûts d'emprunt et la perception de la solvabilité d'un émetteur sur les marchés financiers. S&P est ainsi un acteur majeur dans l'analyse du risque de crédit et dans la diffusion d'informations financières mondiales. »

Moody's

Moody's, fondée en 1909, est une agence de notation financière spécialisée dans l'analyse du risque de crédit des entreprises, États et institutions financières. Très influente sur les marchés, elle publie des notations allant de **Aaa (qualité exceptionnelle)** à **C (défaut)**, utilisées par les investisseurs pour évaluer la fiabilité d'un émetteur.

Avec environ 40 % de parts de marché mondiales dans la notation de crédit, Moody's joue un rôle central dans l'évaluation de la solvabilité et dans les décisions financières internationales.

Bloomfield Investment Corporation



Bloomfield est une agence de notation financière panafricaine, fondée en 2007 et basée en Côte d'Ivoire, spécialisée dans l'évaluation du risque de crédit des entreprises, banques, institutions publiques et États en Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale. Elle propose des services de notation financière (Bloomfield Ratings), d'intelligence économique et de gestion du risque de contrepartie pour les PME.

Son approche se distingue par une forte prise en compte des réalités

locales, ce qui en fait une alternative africaine crédible aux grandes agences internationales.

Bloomfield est reconnue comme l'un des leaders africains de la notation, contribuant à améliorer la transparence financière et à faciliter l'accès des acteurs économiques aux marchés de capitaux africains.

S & P	Moody's	Fitch	Bloomfield	Catégorie	Signification
AAA / AA / A	Aaa / Aa / A	AAA / AA / A	AAA / AA / A	Investissement solide	Pays très fiables, risque faible. Les investisseurs leurs font confiance.
BBB	Baa	BBB	BBB	Investissement correct	Pays jugé suffisamment sûr pour recevoir des investissements, malgré
BB / B	Ba / B	BB / B	BB / B	Spéculatif	Risque modéré à élevé. Le pays peut rembourser mais dans un contexte fragile.
CCC / CC / C	Caa / Ca / C	CCC / CC / C	CCC / CC / C	Très Spéculatif	Risque de non-remboursement élevé. Le pays est sous forte pression financière.
SD / D		RD / D	D	Défaut	Le pays n'a pas honoré un ou plusieurs paiements. C'est la note la plus basse.

Comment lire les tendances dans ce rapport

↑ La situation s'améliore : la note a été relevée

↓ La situation se dégrade : la note a été abaissée

→ Stabilité : la note est maintenue sans changement



VUE D'ENSEMBLE : TABLEAU
COMPARATIF DES NOTATIONS CEMAC
2024–2025

Pays	Note 2024	Note 2025/2026	Tendance
Cameroun	CCC+/C	B-/B	↑ Amélioration
Gabon	CCC+	CCC-	↓ Dégradation progressive
Congo-Brazzaville	CCC+/C	CCC+/C	→ Stable
Tchad	B-/B	B-/B	→ Stable
Guinée-Équatoriale	Non notée	BBB / A2	↑ 1ère notation
RCA	BB+ / B	Non notée	↑ 1ère notation

2. CAMEROUN

Evolution des notations

Standard & Poor's Mars 2024

CCC+/C → B-/B ↑

Relèvement de la notation souveraine à la suite d'une amélioration significative de la gestion budgétaire et de la trésorerie de l'État, soutenue par les avancées enregistrées dans le cadre des programmes du FMI, notamment la Facilité élargie de crédit et la Facilité élargie de financement (ECF-EFF), ainsi que le programme de résilience climatique et de soutien au développement durable (RSF).

Standard & Poor's Mars 2025

B-/B → (stable)

Confirmation de la notation avec perspective stable, portée par une gestion prudente des finances publiques, un déficit budgétaire contenu autour de 1 % du PIB et une dynamique de croissance soutenue par les secteurs non pétroliers. L'agence met notamment en avant la progression du PIB non pétrolier, attendue de 4,1 % en 2024 à 4,3 % en 2025, dans un contexte marqué par la montée en puissance de la production gazière et minière ainsi que par la bonne tenue des exportations de cacao et de bois.

Moody's Août 2025

Caa1 → (stable)

Maintien de la notation à Caa1, reflétant une amélioration progressive du profil de crédit du pays, malgré un niveau de risque encore élevé. Moody's souligne les progrès réalisés dans la gestion de la dette, de la trésorerie et de la liquidité, ainsi qu'une légère baisse du service de la dette. Le renouvellement du programme avec le FMI, combiné à des réformes institutionnelles, a contribué à renforcer la gestion des finances publiques, notamment à travers une meilleure mobilisation des recettes, la réduction des dépenses hors budget et un suivi accru des entreprises publiques. Ces évolutions sont de nature à améliorer, à terme, la capacité du Cameroun à honorer plus régulièrement ses échéances.

Fitch Avril 2026

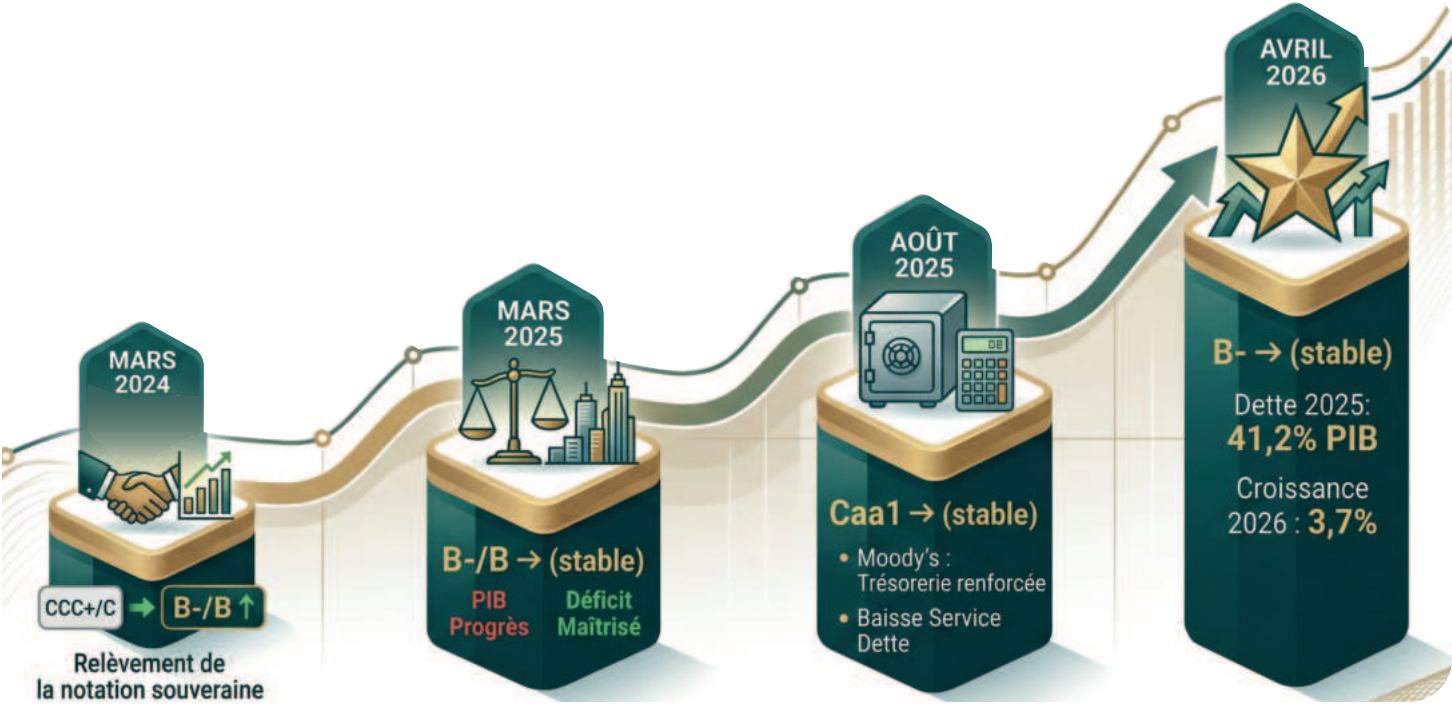
B-/B → (stable)

Fitch relève que la dette publique du Cameroun suit une trajectoire baissière, passant de 44,2 % du PIB en 2024 à 41,2 % en 2025, avec une projection à 40,2 % en 2027, soutenue par une croissance soutenue et des déficits budgétaires maîtrisés, en deçà des niveaux pré-pandémie et de la moyenne des pays notés « B ». L'agence anticipe une croissance économique de 3,7 % en 2026 et 2027, portée par la production pétrolière, les investissements miniers et l'amélioration de l'accès à l'électricité. Par ailleurs, le Cameroun affiche un score ESG de 5, reflétant des avancées en matière de stabilité politique, de qualité institutionnelle, d'État de droit et de lutte contre la corruption.

Année	2023	2024	2025	Source
Taux de croissance du PIB réel (%)	3,2	3,6	3,6	FMI
Taux d'inflation (%)	7,4	4,5	3,4	FMI
Solde budgétaire global (% du PIB)	-0,6	-0,6	-0,8	FMI
Dette publique (% du PIB)	43,2	42,7	39,9	FMI
Masse monétaire (% du PIB)	28,3	28,9	28,8	FMI
Solde extérieur courant (% du PIB)	-4,1	-3,3	-2,8	FMI
Dette extérieure publique (% du PIB)	28,5	28,4	29,8	FMI
Réserves de change (mois d'importations de biens et services)	5,6	6,4		FMI
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	68,9	69	69	BM
Taux de pondération du risque de crédit (%)		90		COBAC

Synthèse macroéconomique

Le Cameroun présente un profil macroéconomique relativement résilient, caractérisé par une croissance stable, un reflux progressif de l'inflation et une trajectoire de dette publique orientée à la baisse. Le maintien d'un déficit budgétaire modéré et l'amélioration du solde extérieur courant constituent des éléments de soutien à la perception du risque souverain.



Actions engagées et facteurs de soutien à la notation souveraine

Fiscalité

Actions menées

Élargissement de l'assiette fiscale, digitalisation des transactions et des procédures, réduction progressive des exonérations et introduction de nouveaux droits d'accise.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Les recettes fiscales ont atteint 997,7 milliards FOFA au T1 2025, en hausse de 2,3 % par rapport au T1 2024.

Dette publique

Actions menées

Des avancées notables ont été enregistrées en matière de gestion de trésorerie, de réduction du recours aux procédures exceptionnelles et de transparence, notamment à travers la publication en ligne des contrats publics.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Réduction de la dette publique de 43,2 % en 2023 à 39,9 % du PIB en 2025, sous l'effet combiné de la croissance du PIB nominal et des efforts de consolidation budgétaire.

Infrastructures

Actions menées

Accélération des investissements dans les infrastructures énergétiques afin d'améliorer durablement l'accès à l'électricité et de soutenir le potentiel de croissance à moyen-long terme.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Les grands projets hydroélectriques, notamment Nachtigal (420 MW), Kikot (500 MW) et Grand Eweng (810 MW), renforcent les perspectives de croissance structurelle du pays.

Fiscalité

Actions menées

Poursuite de la rationalisation des subventions énergétiques dans le cadre des réformes appuyées par le FMI.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Réduction progressive des subventions aux carburants d'un montant supérieur à 1 000 milliards FOFA en 2022 ce qui libère des marges budgétaires en faveur de l'éducation, de la santé et des infrastructures.

Croissance

Actions menées

La montée en puissance de la production gazière et le renforcement des exportations, notamment de cacao, de bois et d'or, soutiennent la croissance et la diversification progressive de l'économie.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

S&P anticipe une croissance annuelle moyenne d'environ 4,3 % sur la période 2025–2028. Cette dynamique contribue au maintien du déficit budgétaire à un niveau inférieur à 1 % du PIB sur la période 2023–2025.

Diversification de l'économie

Actions menées

Réduction progressive de la dépendance au pétrole grâce au renforcement des moteurs de croissance non pétroliers et à l'amélioration du solde primaire hors pétrole.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Le déficit primaire non pétrolier suit une trajectoire d'amélioration, passant de 2,5 % du PIB en 2023 à 2,0 % en 2024 puis à 1,3 % en 2025, avec un retour attendu à l'excédent à horizon 2027.

3. GABON

Evolution des notations

Juillet 2024

Fitch

B- → CCC+ ↓

Dégradation de la notation souveraine reflétant une détérioration des équilibres budgétaires, avec un passage d'un excédent de 1,1 % du PIB en 2022 à un déficit de 1,8 % en 2023. **Fitch** anticipe également une baisse des revenus pétroliers, dans un contexte de repli des prix du pétrole, projetés à 70 USD/baril en 2025 puis 65 USD/baril en 2026, contre 80 USD/baril en 2024.

Janvier 2025

Fitch

CCC+ → CCC ↓

Nouvelle dégradation de la notation liée à une politique budgétaire expansionniste, marquée par une hausse significative des dépenses publiques en réponse aux besoins sociaux et aux investissements en infrastructures. L'augmentation de la masse salariale publique, estimée à environ +7 % par an en 2024 et 2025, ainsi que la progression des dépenses d'investissement (+40 % en 2024), ont contribué à un affaiblissement de la position budgétaire.

Juin 2025

Fitch

CCC → (stable)

Maintien de la notation, reflétant une stabilisation relative du profil de crédit à court terme. Cette stabilité est soutenue par une hausse des investissements en infrastructures (+24 %) et des dépenses publiques (+15 %) en 2024, ainsi que par une réduction des remboursements de dette, estimés à environ 1,4 % du PIB. Par ailleurs, le remboursement de 50 % de l'eurobond de 605 millions USD en novembre 2024 et le règlement des arriérés envers les créanciers multilatéraux ont contribué à atténuer les tensions de liquidité. L'activité économique reste dynamique, avec une croissance du PIB réel de 3,4 % en 2024.

Décembre 2025

Fitch

CCC+ → CCC ↓

Légère dégradation de la notation en raison de tensions de trésorerie persistantes et d'une accumulation d'arriérés, estimés à environ 2 % du PIB. Les réserves de change ont fortement diminué, passant de 2,9 mois d'importations en 2023 à 1,3 mois en 2024, signalant une fragilisation de la position extérieure. Par ailleurs, la baisse des réserves au niveau régional (CEMAC) a contribué à réduire la couverture des importations à 4,3 mois en août 2025, contre 4,8 mois fin 2024.

Indicateurs macroéconomiques clés

Année	2023	2024	2025	Source
Taux de croissance du PIB réel (%)	2,4	3,1	2,8	FMI
Taux d'inflation (%)	3,6	1,2	1,5	FMI
Solde budgétaire global (% du PIB)	1,8	-3,9	-5,9	FMI
Dette publique (% du PIB)	70,6	73,4	79,2	FMI
Masse monétaire (% du PIB)	27	25,7	25,7	FMI
Solde extérieur courant (% du PIB)	5,4	4,5	2,2	FMI
Dette extérieure publique (% du PIB)	36,1	31,6	31,5	FMI
Réserves de change (mois d'importations de biens et services)	2,9	1,3		FMI
Taux de pondération du risque de crédit (%)		100		COBAC

Synthèse macroéconomique

Le Gabon présente un profil macroéconomique sous pression, caractérisé par une détérioration marquée des équilibres budgétaires et une augmentation rapide du niveau d'endettement public.

La baisse des réserves de change et l'élargissement du déficit budgétaire traduisent un affaiblissement de la position financière du pays, malgré une croissance économique encore positive.

Actions engagées et facteurs de soutien à la notation souveraine

Diversification

Actions menées

Renforcement de l'administration fiscale à travers la digitalisation des processus, notamment la mise en place de la facturation électronique, du paiement digital et de la plateforme Digitax.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Ces réformes devraient permettre une augmentation des recettes fiscales pouvant atteindre +30 %.

Croissance non pétrolière

Actions menées

Accélération du développement des secteurs non pétroliers, notamment le bois, le manganèse et l'agriculture, afin de réduire la dépendance aux revenus pétroliers en déclin.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Le PIB non pétrolier progresse de +2,2 % en 2023, +3,1 % en 2024 et +3,3 % en 2025, soutenu notamment par l'activité forestière et minière.

Investissements étrangers

Actions menées

Attraction d'investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs miniers, des infrastructures et du numérique, traduisant un regain de confiance des investisseurs.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Plus de 2,5 milliards USD d'IDE ont été enregistrés depuis septembre 2023, dont plusieurs accords miniers signés lors du Forum Gabon-Chine en 2024.

Transparence budgétaire

Actions menées

Mise en place d'un Compte Unique du Trésor (CUT) visant à centraliser les ressources publiques et à limiter les dépenses hors budget.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Le CUT est opérationnel depuis 2024, accompagné d'un cadre réglementaire renforcé pour la gouvernance des entreprises publiques

Protection sociale

Actions menées

Régularisation progressive des pensions et des arriérés de salaires des agents publics afin de renforcer la stabilité sociale.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

67 milliards FCFA ont été décaissés entre septembre 2023 et décembre 2025 au profit de plus de 26 000 retraités

Reformes structurelles

Actions menées

Adoption d'une feuille de route de transition structurée autour de six piliers : stabilité, lutte contre la corruption, développement, éducation, diversification et durabilité environnementale.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Cette feuille de route, publiée en octobre 2023, s'inscrit dans la préparation du Plan National de Croissance et de Développement (PNCD 2026-2030), servant de base aux discussions avec le FMI.

Marché / perception investisseur

Actions menées

Amélioration progressive de la perception du risque souverain à la suite des échanges avec le FMI et des engagements de réformes.
- Résultats chiffrés : Le spread des titres gabonais s'est réduit en début de période, passant de 854 à 771 points de base, avant que les dégradations successives de Fitch ne viennent peser sur la perception des investisseurs.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Le spread des titres gabonais s'est réduit, passant de 854 à 771 points de base, traduisant un regain de confiance des investisseurs.

4. CONGO-BRAZZAVILLE

Evolution des notations

S&P Octobre 2024

B /B→CCC+/C ↓

Dégradation de la notation souveraine en raison de fortes pressions de liquidité sur le Trésor, dans un contexte où plus de 60 % de la dette domestique arrivait à échéance avant fin 2026. Afin de faire face à ce profil de refinancement contraint, les autorités ont proposé un échange de dette visant à allonger la maturité des titres en circulation (de 3 à 10 ans), tout en conservant des conditions financières proches des instruments initiaux.

S&P Novembre 2024

CCC+/C→SD/SD ↓

Abaissment de la notation en catégorie de défaut sélectif (Selective Default) à la suite de l'opération d'échange de dette, considérée comme une restructuration coercitive. Bien que la participation des créanciers ait été élevée (85 % des offres), seule une partie de la dette (environ 53 %) a effectivement été échangée, conduisant S&P à qualifier l'opération de défaut au sens de sa méthodologie.

S&P Novembre 2024

SD/SD→CCC+/C ↑

Relèvement de la notation dès la finalisation de l'opération d'échange, marquant la sortie du défaut sélectif. L'allongement du profil de maturité et la réduction des pressions de remboursement à court terme ont contribué à améliorer la soutenabilité de la dette. Cette dynamique est également soutenue par des perspectives de recettes pétrolières solides et par le programme du FMI (facilité élargie de crédit de 455 millions USD).

S&P Juillet 2025

CCC+/C → (stable)

Maintien de la notation reflétant une stabilisation progressive du profil de crédit, soutenue par un excédent budgétaire, une amélioration de la gestion de la dette et un renforcement de la transparence, notamment à travers la mise en place d'une base de données centralisée des engagements publics. La digitalisation des procédures fiscales, douanières et portuaires contribue également à l'amélioration des recettes publiques.

S&P Janvier 2026

CCC+/C → (stable)

Confirmation de la notation, portée par une meilleure coordination entre les institutions en charge de la dette (Trésor, bureau de la dette, banque centrale), une transparence accrue via la publication régulière de données, ainsi que par la poursuite des excédents budgétaires. Ces éléments contribuent à une réduction progressive du stock de dette et à une amélioration de la liquidité souveraine. Sur le plan macroéconomique, la croissance du PIB devrait s'établir autour de 3 % par an, soutenue par une progression du secteur non pétrolier estimée à environ 3,5 %. Le secteur pétrolier demeure central, représentant près de 50 % des recettes publiques. La production a atteint environ 270 000 barils par jour en 2025 et devrait continuer à croître modérément à moyen terme. Par ailleurs, le développement du secteur du gaz naturel liquéfié (GNL), avec une production attendue de 2,4 millions de tonnes en 2026 puis 3 millions en 2027, constitue un levier de diversification. Dans ce contexte, la dette publique devrait suivre une trajectoire baissière, passant de 89 % du PIB en 2025 à près de 76 % en 2028.

Indicateurs macroéconomiques clés				
Année	2023	2024	2025	Source
Taux de croissance du PIB réel (%)	2	2,6	3,3	FMI
Taux d'inflation (%)	4,3	3,1	3,3	FMI
Solde budgétaire global (% du PIB)	5,8	2,6	3,5	FMI
Dette publique (% du PIB)	99	95,4	91,4	FMI
Masse monétaire (% du PIB)	31,9	35,4	36,4	FMI
Solde extérieur courant (% du PIB)	6,5	1,3	-1,4	FMI
Dette extérieure publique (% du PIB)	39,7	34,4	32,2	FMI
Réserves de change (mois d'importations de biens et services)	1,4	1,3		FMI
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	54,4	54,4	54,4	BM
Taux de pondération du risque de crédit (%)		80		COBAC

La dette publique suit une trajectoire baissière : Dette/PIB de **89 % en 2025** à **76 % en 2028**.

Le secteur **GNL (2,4 Mt en 2026)** constitue un levier de diversification clé.

Synthèse macroéconomique

Le **Congo-Brazzaville** présente un profil macroéconomique contrasté, caractérisé par des excédents budgétaires soutenus par les revenus pétroliers, mais un niveau d’endettement encore élevé. Les réformes engagées en matière de gestion de la dette et de transparence contribuent à améliorer progressivement la perception du risque souverain, malgré une vulnérabilité persistante liée à la dépendance aux hydrocarbures.

Actions engagées et facteurs de soutien à la notation souveraine

Restructuration de la dette

Actions menées

Mise en œuvre d’une opération de restructuration de la dette domestique (PNOT) visant à allonger les maturités des titres (BTA et OTA) et à réduire les pressions de refinancement à court terme.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

1 486 milliards FCFA ont été restructurés, soit 64,2 % de l’objectif initial, avec une maturité moyenne portée à 6,4 ans.

Service de la dette

Actions menées

Réduction du service de la dette grâce à l'allongement des maturités et à une meilleure gestion des échéances.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Environ 700 milliards FCFA d'économies attendues sur la période 2024-2028, libérant des marges budgétaires.

Dette extérieure

Actions menées

Remboursement progressif des arriérés extérieurs et réduction de l'encours de la dette extérieure, soutenus par les recettes pétrolières et des mécanismes de sécurisation des flux (comptes séquestres).

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

La dette extérieure est passée de 7,1 milliards USD en 2021 à 5,8 milliards USD fin 2023.

Solde budgétaire

Actions menées

Maintien d'excédents budgétaires soutenus par les revenus pétroliers et la rationalisation des dépenses publiques.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Excédent budgétaire attendu d'environ 230 milliards FCFA en 2026.

Fiscalité

Actions menées

Digitalisation progressive de l'administration fiscale et mise en place d'un système de facturation électronique visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer la collecte.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Les recettes fiscales devraient progresser de 16,8 %, passant de 1 065,6 milliards FCFA en 2025 à environ 1 244 milliards FCFA en 2026.



5. TCHAD

Evolution des notations

Fitch Octobre 2024

B-

Première notation souveraine internationale attribuée au Tchad, positionnant le pays dans la catégorie spéculative avec une perspective stable. Cette évaluation reflète un niveau d'endettement relativement modéré (inférieur à 35 % du PIB), soutenu par une forte proportion de dette concessionnelle et par l'appui des partenaires internationaux. Le service de la dette demeure contenu, autour de 4,4 % du PIB. La croissance économique, estimée à environ 4 % en 2023, a été principalement portée par le secteur non pétrolier (+4,7 %). Toutefois, le contexte sécuritaire régional, notamment le conflit au Soudan et l'afflux de réfugiés, exerce une pression sur les finances publiques.

S&P Octobre 2024

B-/B

Première notation attribuée par S&P, reflétant des fondamentaux globalement similaires à ceux identifiés par Fitch, avec un profil de crédit caractérisé par un endettement modéré, un soutien international significatif et une exposition aux risques sécuritaires et aux chocs externes.

Fitch Octobre 2025

B-/B

Maintien de la notation avec perspective stable, en dépit d'une amélioration notable des fondamentaux budgétaires. Le déficit budgétaire a été significativement réduit, atteignant environ 0,1 % du PIB, grâce à une hausse des recettes non pétrolières et à une meilleure maîtrise des dépenses publiques. Ces progrès ont été soutenus par l'approbation d'un programme élargi du FMI en juillet 2025 (625 millions USD). Par ailleurs, des avancées en matière de gouvernance sont observées, notamment à travers une amélioration du classement du pays dans l'indice de perception de la corruption.

S&P Mars 2026

B-/B → (stable)

Confirmation de la notation, soutenue par des perspectives de croissance robustes, estimées à environ 5 % en 2026, portées par les investissements dans les infrastructures et le développement des services. Le niveau d'endettement demeure modéré (inférieur à 35 % du PIB), avec une part importante de financements concessionnels, ce qui limite la charge d'intérêts. Les réformes engagées en matière de mobilisation des recettes fiscales et douanières, ainsi que le soutien des partenaires internationaux dans le cadre du programme « Tchad Connexion 2030 », contribuent à renforcer la stabilité macroéconomique et les perspectives de diversification économique.

Indicateurs macroéconomiques clés				
Année	2023	2024	2025	Source
Taux de croissance du PIB réel (%)	4	1,5	1,7	FMI
Taux d'inflation (%)	4,1	5,7	3,9	FMI
Solde budgétaire global (% du PIB)	-1,3	-2	-0,5	FMI
Dettes publiques (% du PIB)	32,6	33,8	33,9	FMI
Masse monétaire (% du PIB)	19,8	19,3	20,2	FMI
Solde extérieur courant (% du PIB)	-0,7	-1,3	-3,4	FMI
Dettes extérieures publiques (% du PIB)	33,1	30,9	30,7	FMI
Réserves de change (mois d'importations de biens et services)	3,4	5,2		FMI
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	59,3	57,7	59,7	BM
Taux de pondération du risque de crédit (%)		95		COBAC

Synthèse macroéconomique

Le Tchad présente un profil de crédit caractérisé par un faible niveau d'endettement et une amélioration progressive des fondamentaux budgétaires. Toutefois, la volatilité de la croissance, la dépendance aux ressources pétrolières et les risques sécuritaires constituent des facteurs de vulnérabilité. Le soutien des partenaires internationaux, notamment du FMI, joue un rôle déterminant dans la stabilisation du cadre macroéconomique.

Actions engagées et facteurs de soutien à la notation souveraine

Programme FMI

Actions menées
Mise en place d'un programme de Facilité élargie de crédit (FEC) sur 48 mois visant à renforcer la stabilité macroéconomique, améliorer la gouvernance et soutenir une croissance inclusive.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles
Un financement total de 625 millions USD a été approuvé en juillet 2025, dont un premier décaissement immédiat de 38,5 millions USD, après validation des critères de performance.

Recettes fiscales non pétrolières

Actions menées
Renforcement de la mobilisation des recettes fiscales hors pétrole, notamment grâce à la digitalisation des administrations fiscales et aux réformes de l'administration des impôts.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles
Les recettes fiscales non pétrolières ont augmenté de 25 % en glissement annuel au premier trimestre 2025.

Transparence pétrolière

Actions menées

Renforcement de la transparence dans la gestion des revenus pétroliers, incluant la publication d'un audit des recettes pétrolières et l'amélioration de la supervision des entreprises publiques.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Un audit des recettes pétrolières est en cours de publication et un diagnostic de gouvernance a été engagé avec le FMI, tandis que le système de gestion des finances publiques (SIGFIP) est en cours de déploiement.

Protection sociale

Actions menées

Mise en place d'un registre social unifié et déploiement d'un recensement biométrique visant à améliorer le ciblage des dépenses sociales.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Le registre social est en cours de constitution, avec un recensement biométrique prévu à horizon 2026, permettant d'optimiser l'efficacité des politiques sociales tout en maîtrisant les coûts.

Plan National de développement

Actions menées

Adoption du PND « Tchad Connexion 2030 », visant à soutenir la croissance à travers les infrastructures, l'énergie, le numérique et l'économie productive.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Le plan ambitionne une croissance annuelle moyenne de 8 % sur la période 2025–2030, avec la mobilisation de près de 30 milliards USD d'investissements, tout en maintenant la dette autour de 32 % du PIB

Evolution des notations

Bloomfield

Avril 2025

BBB / A2

Première notation souveraine attribuée par Bloomfield Investment Corporation, positionnant le pays en catégorie “investment grade” selon la méthodologie de l’agence. Cette évaluation repose sur un cadre macroéconomique relativement stable et un endettement modéré. Néanmoins, le profil de crédit reste contraint par une forte dépendance aux hydrocarbures et une diversification économique limitée, ce qui expose le pays à des risques de volatilité des recettes publiques et extérieures.

S&P

Juillet 2025

BBB / A2 → (stable)

Confirmation de la notation avec perspective stable, portée par une dette publique principalement intérieure, estimée à 35,1 % du PIB en 2026, en baisse de 1,1 point par rapport à 2024. Un plan d'apurement sur 10 ans, démarrant en 2025, a été adopté afin de restaurer la confiance du secteur bancaire et de relancer le financement de l'économie. Par ailleurs, la stratégie de diversification engagée depuis 2019 en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD) vise à développer l'agro-industrie, l'énergie, le tourisme et la foresterie, tout en renforçant la transparence des finances publiques, l'interconnexion des régies financières et le développement du capital humain.

Indicateurs macroéconomiques clés

Année	2023	2024	2025	Source
Taux de croissance du PIB réel (%)	-5,1	1,9	-4,2	FMI
Taux d'inflation (%)	2,5	3,2	4	FMI
Solde budgétaire global (% du PIB)	2,4	-1,2	-0,8	FMI
Dette publique (% du PIB)	36,3	36,2	35,1	FMI
Masse monétaire (% du PIB)	19,2	19,2	18,7	FMI
Solde extérieur courant (% du PIB)	-1,3	2,4	-1,7	FMI
Dette extérieure publique (% du PIB)	9	7,9	9	FMI
Réserves de change (mois d'importations de biens et services)	7,7	5,7		FMI
Taux de pondération du risque de crédit (%)		85		COBAC

Synthèse macroéconomique

La Guinée Équatoriale présente un profil de crédit en détérioration structurelle, caractérisé par une contraction économique prolongée, une forte dépendance aux hydrocarbures et une érosion continue des réserves de change. Les efforts de diversification économique et les réformes structurelles engagées constituent des signaux positifs, mais demeurent insuffisants à court terme pour compenser les risques persistants de liquidité et de refinancement.

Actions engagées et facteurs de soutien à la notation souveraine

Réserves de change

Actions menées

Maintien d'un niveau de réserves de change supérieur au seuil minimum de 3 mois d'importations fixé par la BEAC, permettant au pays de faire face à ses engagements extérieurs dans des conditions relativement favorables.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Les réserves de change ont reculé, passant de 7,7 mois d'importations en 2023 à 5,7 mois en 2024, tout en demeurant nettement supérieures au seuil prudentiel de 3 mois.

Dette publique

Actions menées

Des avancées notables ont été enregistrées en matière de gestion de trésorerie, de réduction du recours aux procédures exceptionnelles et de transparence, notamment à travers la publication en ligne des contrats publics.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Réduction de la dette publique passant de 36,3 % du PIB en 2023 à 36,2 % en 2024, puis à 35,1 % en 2025.

Relance de la production gazière

Actions menées

Mise en valeur de nouveaux puits de gaz offshore destinés à soutenir la relance de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) à partir de 2025, afin de diversifier les sources de revenus liées aux hydrocarbures et de stabiliser les recettes de l'État à moyen terme.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

De nouveaux puits gaziers devraient entrer en production dès 2025. La production de GNL, estimée à 62,2 Mbep en 2022, serait de 33,9 Mbep en 2025 avant une phase de stabilisation puis de remontée progressive, dans le cadre d'un plan d'investissement approuvé avec des partenaires internationaux.

Adhésion à l'AFC

Actions menées

Adhésion de la Guinée Équatoriale à l'Africa Finance Corporation (AFC) en décembre 2025, faisant du pays le 47^e État membre. Cette étape ouvre l'accès à des financements compétitifs pour les infrastructures ainsi qu'au statut de créancier privilégié de l'AFC.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

L'adhésion, formalisée en décembre 2025, ouvre l'accès à un portefeuille de 13,2 milliards USD d'investissements africains, mobilisables notamment pour le financement d'infrastructures énergétiques, logistiques et industrielles.

Stratégie ENDS 2035

Actions menées

Déploiement du premier plan quinquennal ENDS 2035 (2020-2025), appuyé techniquement par le FMI et la BAD, visant à diversifier l'économie au-delà du pétrole vers l'agriculture, la forêt, le tourisme et les services.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Le déficit primaire hors hydrocarbures est passé de -22,3 % du PIB non pétrolier en 2023 à -17,0 % en 2024, soit une amélioration de 5,3 points, sous l'effet des réformes fiscales et des ajustements budgétaires. Par ailleurs, le secteur non hydrocarbures a progressé de 1,3 % en 2024, porté notamment par le regain de l'industrie et des services.

7. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)



Evolution des notations

Bloomfield

Novembre 2024

BB+ / B

Première notation souveraine attribuée par Bloomfield Investment Corporation, positionnant la République Centrafricaine dans une catégorie de risque de défaut faible. Cette évaluation repose sur la solidité du cadre macroéconomique, la prudence des autorités en matière de gestion de l'endettement et une croissance économique soutenue par la diversification sectorielle

Indicateurs macroéconomiques clés

Année	2023	2024	2025	Source
Taux de croissance du PIB réel (%)	0,7	1,8	2,9	FMI
Taux d'inflation (%)	3	3,4	2,7	FMI
Solde budgétaire global (% du PIB)	-3,6	-5	-1,6	FMI
Dette publique (% du PIB)	58,2	60,7	58,3	FMI
Masse monétaire (% du PIB)	33,2	32,3	33	FMI
Solde extérieur courant (% du PIB)	-9,3	-9	-6,9	FMI
Dette extérieure publique (% du PIB)	33,1	30,9	30,7	FMI
Réserves de change (mois d'importations de biens et services)	8,7	8,1		FMI
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	69,3	69,2	69,2	BM
Taux de pondération du risque de crédit (%)		85		COBAC

Synthèse macroéconomique

La République Centrafricaine présente un profil macroéconomique fragile mais en amélioration progressive, caractérisé par une reprise de la croissance et un niveau d'endettement contenu. Toutefois, les déséquilibres budgétaires persistants, la dépendance à l'aide extérieure et le contexte sécuritaire continuent de peser sur la soutenabilité du profil de crédit.

Actions engagées et facteurs de soutien à la notation souveraine

Programme FMI

Actions menées

Achèvement des 3e et 4e revues combinées du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) en juin 2025, après la finalisation de la 2e revue en juin 2024, traduisant la continuité des réformes et l'engagement des autorités malgré un environnement contraint.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Au total, 124 millions USD ont été décaissés sur les 197 millions USD approuvés en avril 2023, avec quatre revues sur six déjà complétées (FMI, juin 2025).

Fiscalité

Actions menées

Déploiement du système de télédéclaration E-tax à la Direction Générale des Impôts et des Domaines, combiné à l'introduction d'un identifiant fiscal unique pour les contribuables, afin d'améliorer la mobilisation des recettes.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Les recettes fiscales projetées dans le budget 2026 augmentent de 10,65 % par rapport aux 137 milliards FCFA collectés en 2025.

Déploiement de la 4G nationale

Actions menées

Lancement du déploiement de la 4G en RCA, constituant un investissement structurant visant à moderniser l'économie, accélérer la digitalisation des services publics et soutenir la croissance du secteur des services.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

Près de 900 km de fibre optique ont déjà été déployés avec le soutien de la BAD, permettant d'anticiper une croissance du marché des télécommunications de 12,9% sur la période 2024–2029.

Dette publique

Actions menées

Des avancées ont été réalisées en matière de gestion de la trésorerie, de réduction du recours aux procédures exceptionnelles et de renforcement de la transparence, notamment via la publication en ligne des contrats publics

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

La dette publique est stabilisée autour de 60 % du PIB, un niveau nettement inférieur au seuil de convergence de 70 % fixé au niveau de la CEMAC.

Corridor 13

Actions menées

Avancement des travaux du Corridor 13 reliant la RCA au port de Douala (Cameroun), infrastructure stratégique visant à désenclaver le pays, améliorer la fluidité des échanges commerciaux et réduire les coûts logistiques.

Résultats chiffrés / Améliorations réelles

La BAD a mobilisé plus de 160 milliards FCFA pour un projet de 221 km en RCA, incluant notamment la réhabilitation des tronçons Gouga–Mongoumba–Bali et la section Mbäiki–Bangui.

8. BILAN ET PERSPECTIVES POUR LA ZONE CEMAC

Qui s'améliore ?

Pays	Drivers clés
Cameroun	Réformes FMI, consolidation budgétaire, réduction de la dette, diversification économique
Guinée Équatoriale	Endettement modéré , discipline budgétaire, reprise post-pétrole
RCA	Première notation, endettement modéré, amélioration gouvernance, croissance en reprise

Qui reste stable ?

Pays	Drivers clés
Gabon	Ajustement budgétaire, diversification, investissements publics
Tchad	Programme FMI solide, discipline budgétaire, hausse recettes non pétrolières
Congo-Brazzaville	Excédent budgétaire, restructuration dette, transparence accrue

Impact pour la région : Forces et opportunités

La zone CEMAC se trouve à un tournant. L’attribution de premières notations souveraines à trois pays (Tchad, Guinée équatoriale, République centrafricaine) en 2024-2025 constitue un signal positif : la région gagne en visibilité et crédibilité sur les marchés financiers. Parallèlement, la BEAC, banque centrale commune aux six États, a joué un rôle stabilisateur clé : son resserrement monétaire en 2025 a contribué à réduire l’inflation et à maintenir la stabilité des prix dans la zone.

Ce tableau de synthèse présente, par catégorie d’acteurs économiques de la CEMAC, les forces concrètes acquises à la suite de l’amélioration des notations souveraines et des réformes engagées, ainsi que les opportunités stratégiques qui en découlent pour l’avenir.

Toutes les données proviennent de sources officielles.



Institutions Financières

Forces

- Stabilité macro : inflation maîtrisée à 2,2 % (déc. 2025)
- Crédibilité monétaire: réserves de change BEAC à 4,2 mois d'importations

Opportunités

- Expansion du crédit grâce à la maîtrise du risque souverain
- Accès élargi aux financements internationaux et partenaires bilatéraux
- Développement de la digitalisation (mobile banking)

États Souverains

Forces

- Amélioration des notations (CMR, RCA, GEQ)
- Discipline budgétaire renforcée

Opportunités

- Baisse des coûts de financement
- Accès au marché obligataire international
- Développement futur Eurobond / finance verte

Population & économie réelle

Forces

- Inflation maîtrisée → pouvoir d'achat stabilisé
- Subventions réorientées vers l'éducation, la santé et les infrastructures

Opportunités

- Création d'emplois à moyen terme entraînant une réduction de la pauvreté et du chômage
- Modernisation des services publics (numérisation fiscale et administrative)
- Accès élargi aux financements logement et consommation via des banques mieux capitalisées

Entreprises & PME

Forces

- Baisse du coût des crédits bancaires corrélée à l'amélioration des notations souveraines
- Accès progressif au financement via BVMAC
- Meilleure supervision via COBAC et audits des entreprises publiques exigés par le FMI
- Apurement des arriérés de l'État envers les fournisseurs et entreprises publiques
- Réformes fiscales et administratives (digitalisation des impôts)

Opportunités

- Accès au marché obligataire via la BVMAC grâce à l'incubateur dédié pour préparer les PME
- Diversification économique portée par les États : tourisme, numérique, agriculture, industrie, service
- Réduction des procédures administratives et publication des marchés publics en ligne
- Réformes de gouvernance : accès progressif aux marchés d'émissions vertes et climatiques

Investisseurs Étrangers

Forces

- Cadre COSUMAF renforcé : protection légale des investisseurs sur le marché régional
- Transparence accrue : publication des contrats publics, audits pétroliers

Opportunités

- Cadre COSUMAF renforcé : protection légale des investisseurs sur le marché régional
- Diversification économique en cours : agriculture, tourisme, numérique, industrie et service
- Infrastructures à financer créant des opportunités de concessions : énergie, routes, télécoms, digital

FISCALITÉ DIGITALE
+30% Recettes



INCLUSION
PME & SALIN CADRE
(E)

(cite: +IMAGE 0)

(cite: +IMAGE 0)



2. Institutions financières internationales



Fonds Monétaire International (FMI) – World Economic Outlook (WEO), Staff Reports, Article IV Consultations, Debt Sustainability Analyses (DSA), communiqués de programmes ECF-EFF, RSF, SMP



Banque Africaine de Développement (BAD) – African Economic Outlook 2024–2026, rapports pays



Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) – Statistiques monétaires et financières, communiqués de politique monétaire, rapports sur les réserves de change

3. Sources nationales

Lois de finances et budgets exécutés : Cameroun, Gabon, Congo-Brazzaville, Tchad, Guinée Équatoriale, RCA



Plans nationaux de développement : PNDT Gabon (2024–2026), Tchad Connexion 2030, ENDS 2035 (Guinée Équatoriale)



4. Indicateurs internationaux

- Transparency International – Indice de Perception de la Corruption (CPI) 2023–2024
- HCR (UNHCR) – Statistiques sur les déplacés et réfugiés (Tchad, RCA)

- PNUD – Indice de Développement Humain (IDH) 2024
- Institut pour l'Économie et la Paix – Indice de Terrorisme Global 2024

5. Méthodologie

Les données macroéconomiques (PIB, déficit, dette, inflation, réserves de change) sont tirées des **publications officielles du FMI** et des ministères des finances. Les notations sont reprises telles que publiées par les agences concernées. Les tendances (↑↓→) sont établies par comparaison directe des notations successives publiées sur la période **2024–2025**. Les prévisions mentionnées (**2025–2026**) sont des projections issues des publications officielles au moment de la rédaction et sont susceptibles d'évoluer.



ALMASI
CAPITAL & ADVISORY

Almasi Capital & Advisory (ALCA)
Siège : Douala-Bonapriso, Hydrocarbures,
1er étage Immeuble The HYDRO **BP 4185**
Tél : (237) 620 28 84 36
Email : contact@almasicapital.com
Site : www.almasicapital.com